



vous guider

Modernisation de la santé au travail

Le suivi de l'état de santé au travail

■ Salariés et employeurs agricoles



L'essentiel

Chaque salarié bénéficie du suivi individuel de son état de santé. Il est adapté à ses besoins et aux risques liés à son poste de travail.

3 types de suivi sont proposés aux salariés selon leur état de santé et leurs expositions professionnelles : un suivi individuel simple, un suivi individuel adapté, un suivi individuel renforcé.

Ce suivi est assuré par une équipe pluridisciplinaire de santé au travail, composée notamment de médecins du travail, de collaborateurs médecins, d'internes, d'infirmiers qui interviennent sous la responsabilité du médecin du travail qui anime et coordonne l'équipe pluridisciplinaire.

Les visites d'information et de prévention, qui se substituent aux visites d'embauche, sont réalisées le plus souvent par l'infirmier.

Il est toujours possible pour le salarié et l'employeur (demande écrite et motivée) de solliciter une visite auprès du médecin du travail.

Le médecin du travail et son équipe accompagnent l'employeur dans l'évaluation des risques professionnels dans son entreprise et la mise en place de mesures de prévention.

POUR LES EMPLOYEURS DES ACTIONS CLÉS*

- Déclarer le plus tôt possible à la MSA (DPAE) les nouveaux embauchés en précisant leurs expositions particulières (amiante, plomb...)**;
- signaler à la MSA, avant affectation à leur poste, les salariés qui doivent bénéficier d'un suivi individuel renforcé,
- transmettre les convocations aux visites et examens aux salariés et s'organiser pour qu'ils puissent s'y rendre,
- conserver les avis d'aptitude/inaptitude et les attestations de suivi,
- prendre en compte les recommandations du médecin du travail. Si ce n'est pas possible, indiquer les raisons qui s'y opposent,
- faire la demande au médecin du travail d'une visite de reprise dans les 3 cas suivants : après un arrêt de travail de plus de 30 jours (quelle que soit la nature de cet arrêt), après un congé maternité, après une absence pour cause de maladie professionnelle.

* Obligations de l'employeur consécutives à la loi n° 2016-1088 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels (articles 102 à 104) et au Décret n° 2017-1311 du 29 août 2017 relatif à la modernisation de la médecine du travail en agriculture.

** Art. R.717-16 Code RPM.

01 LE SUIVI INDIVIDUEL SIMPLE

Pour les salariés non exposés à des risques particuliers :

- **un suivi assuré** par un professionnel de santé de l'équipe pluridisciplinaire sous la responsabilité du médecin du travail,
- **une visite d'information et de prévention** effectuée au maximum dans les 3 mois suivant l'affectation au poste et renouvelée tous les 5 ans maximum.



POUR LES SALARIÉS DES SUIVIS PERSONNALISÉS

03 LE SUIVI INDIVIDUEL RENFORCÉ

Pour les salariés exposés à des risques particuliers* :

- **un suivi assuré tous les 4 ans maximum** par le médecin du travail avec des visites intermédiaires effectuées un professionnel de santé de l'équipe pluridisciplinaire,
- **un examen médical d'aptitude** réalisé avant l'affectation au poste.

* Risques particuliers : exposition à l'amiante, au plomb, à des agents cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, à des agents biologiques des groupes 3 et 4, à des rayonnements ionisants ; le risque hyperbare ; le risque de chute de hauteur lors des opérations de montage et de démontage d'échafaudages. Les postes conditionnés à un examen d'aptitude spécifique.

Les postes identifiés à risque par l'employeur après avis du médecin du travail notamment et au regard de l'évaluation des risques et de la fiche d'entreprise.

02 LE SUIVI INDIVIDUEL ADAPTÉ

En fonction de l'état de santé des salariés, de leur âge et de leurs conditions du travail :

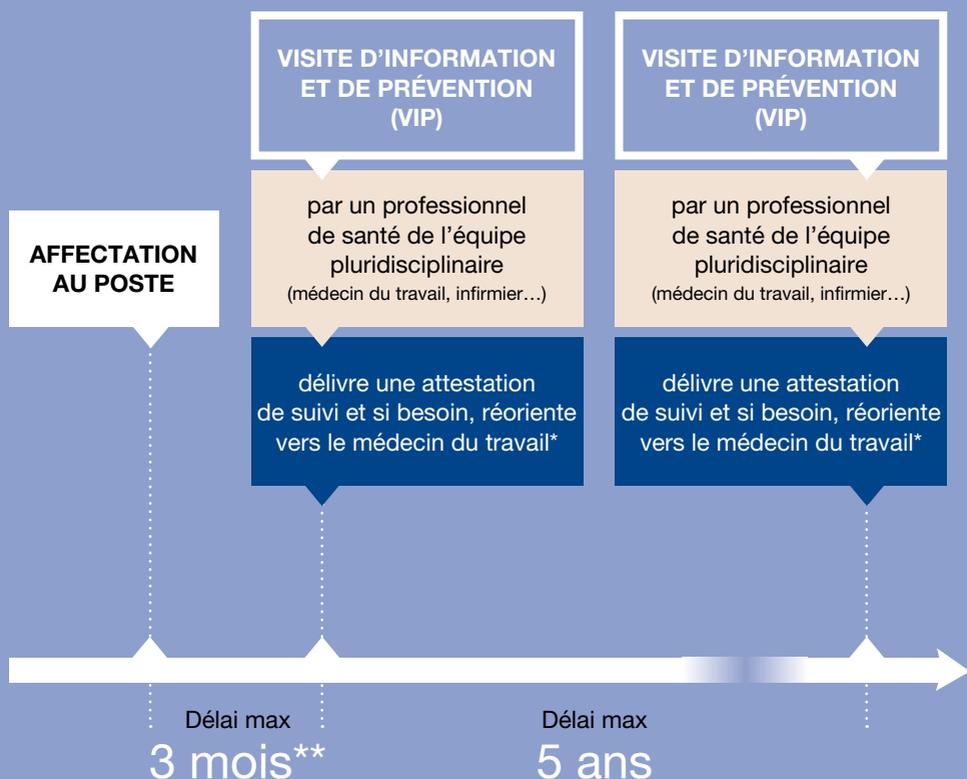
- **un suivi assuré**, selon les cas, avant affectation au poste ou au maximum dans les 3 mois suivant l'affectation,
- **une visite d'information et de prévention** réalisée par un professionnel de santé de l'équipe pluridisciplinaire, sous la responsabilité du médecin du travail,
- **un renouvellement de cette visite** à 3 ans maximum.



01

LE SUIVI INDIVIDUEL SIMPLE

Pour tous les salariés qui n'encourent pas de risque particulier en lien avec leur état de santé et leurs conditions de travail.

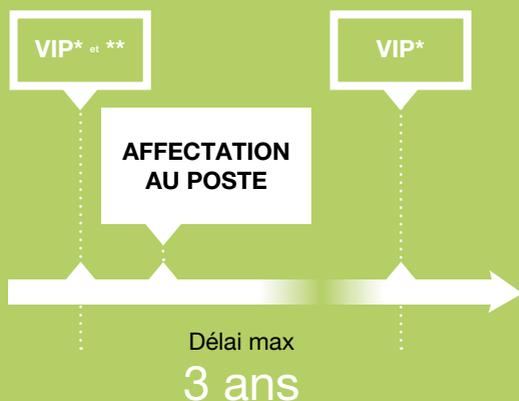


* Si, pendant la Visite d'Information et de Prévention, le professionnel de santé, autre que le médecin du travail, identifie un risque d'inaptitude au poste ou une nécessité d'adaptation notamment le salarié est réorienté vers le médecin du travail.

** Sauf dispense : Art. R.717-14-1 Code RPM.

02 LE SUIVI INDIVIDUEL ADAPTÉ

Réalisé sur la base du suivi individuel simple avec des périodicités différentes selon les cas...



Notamment pour les travailleurs de nuit et les salariés de moins de 18 ans :

- Visite d'Information et de Prévention (VIP) réalisée avant l'affectation au poste,
- un délai de renouvellement de la Visite d'Information et de Prévention à 3 ans maximum.



Pour les travailleurs handicapés ou titulaires d'une pension d'invalidité et les salariés qui connaissent d'autres problèmes spécifiques (état de santé, conditions de travail) :

- renouvellement de la Visite d'Information et de Prévention tous les 3 ans maximum,
- réorientation, sans délai, vers le médecin du travail.

Pour les femmes enceintes, venant d'accoucher, allaitantes :

- réorientation systématique vers le médecin du travail à l'issue de la VIP ou à leur demande.

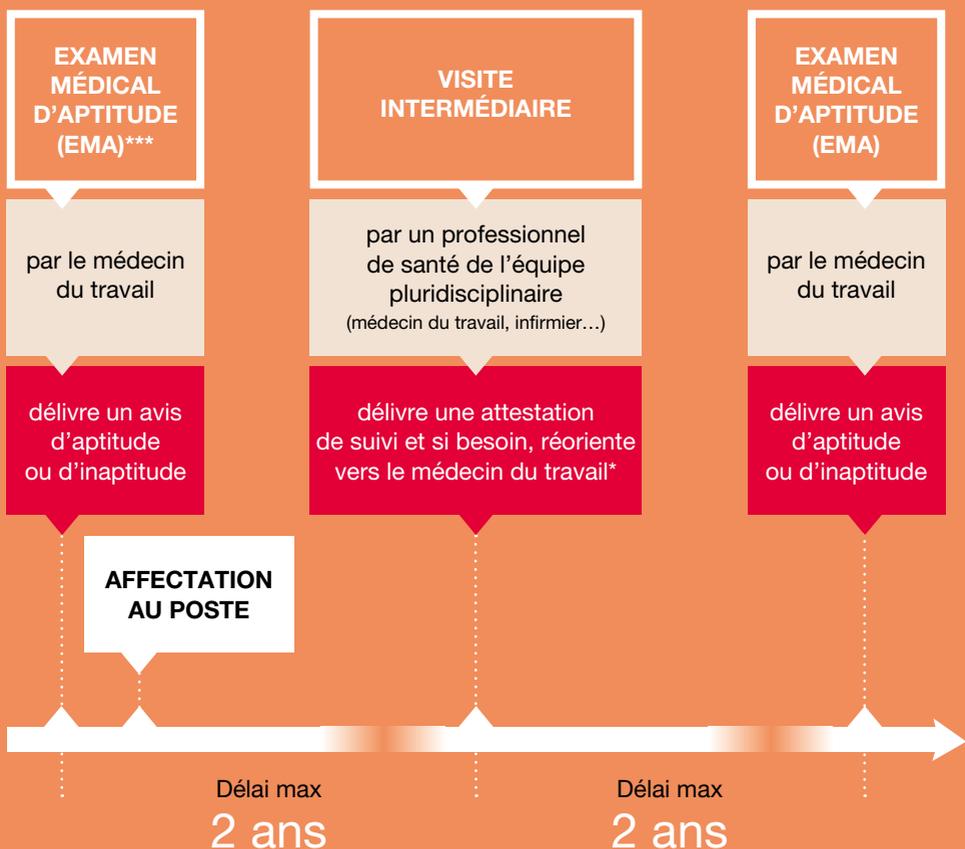
* Visite d'Information et de Prévention.

** Sauf dispense : Art. R.717-14-1 Code RPM.

03

LE SUIVI INDIVIDUEL RENFORCÉ

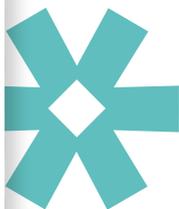
Pour les salariés dont le poste présente des risques particuliers** ou nécessite un examen médical d'aptitude (ex. : utilisation de certains équipements...).



* Si, pendant la visite intermédiaire, le professionnel de santé, autre que le médecin du travail, identifie un élément nouveau pouvant impacter le poste, le salarié est réorienté vers le médecin du travail.

** Art. R.717-16 Code RPM.

*** Sauf dispense : Art. R.717-16-1 Code RPM.



INAPTITUDE AU POSTE DE TRAVAIL

Si l'employeur ou le salarié constate un problème d'adéquation entre le poste de travail et l'état de santé du salarié, l'un ou l'autre peut **solliciter le médecin du travail** qui mettra en œuvre si besoin une procédure d'inaptitude.

L'employeur ou le salarié peut **contester la décision du médecin du travail devant le Conseil des prud'hommes 15 jours maximum** à réception de l'avis du médecin du travail. Sauf décision du juge, c'est la partie perdante qui supporte les honoraires et les frais d'instruction.

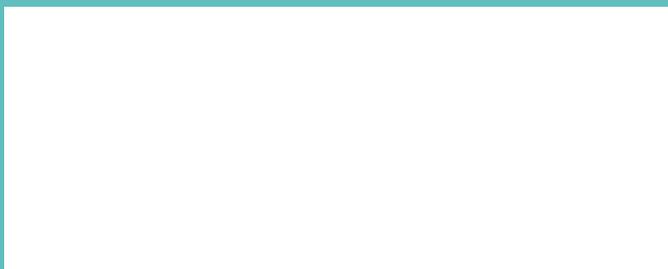
Pour procéder à un avis d'inaptitude, le médecin du travail doit réaliser :

- au moins un examen médical du salarié, voir deux si besoin. Si deux examens sont réalisés, un délai de 15 jours maximum doit être respecté entre les deux,
- une étude du poste concerné et des conditions de travail dans l'entreprise et l'indication de la date à laquelle la fiche d'entreprise a été actualisée (pour les entreprises de plus de 10 salariés),
- un échange, par tout moyen, avec l'employeur et le salarié.

La MSA intervient pour la Santé-Sécurité au Travail
des exploitants, salariés, employeurs
et chefs d'entreprises agricoles.

Elle agit pour améliorer les conditions de travail
et prévenir les risques en agriculture.

Les conseillers en prévention, les médecins et les infirmiers
de santé au travail sont là pour vous aider à trouver
des solutions de prévention adaptées à votre situation.



ssa.msa.fr

La bibliothèque en ligne
de la prévention agricole